



## Dette publique, monnaie et impôt : trois outils de domination



### Avant-propos

Selon Guy Raulin, membre de la Cellule « Développement et Sociétés » au Cefoc, les discours les plus courants à propos de la dette publique reposent sur une série de mythes. Avec la monnaie et l'impôt, ils constituent des instruments puissants de domination. Une interview réalisée par Isabelle Paquay, formatrice permanente au Cefoc.



Le Cefoc (Centre de formation Cardijn) est une association d'Éducation permanente qui organise chaque année une cinquantaine de groupes de formation en Belgique. Ces groupes rassemblent des personnes issues ou solidaires des milieux populaires. Les différentes formations proposées visent à s'interroger sur le sens de la vie, à réfléchir à comment vivre ensemble de manière citoyenne, en agissant dans le sens d'une société plus démocratique et plus solidaire.

Dans le prolongement de ses activités de formation, le Cefoc publie chaque année de courts textes d'analyse et une étude. Les thématiques abordées trouvent leur source dans les réflexions mises sur la table par les participants aux formations. Les textes sont destinés aux acteurs du monde associatif et à tout citoyen à la recherche d'outils de compréhension de la société susceptibles de favoriser l'émancipation et la mobilisation individuelles et collectives.

L'expérience de Guy Raulin, membre de la Cellule « Développement et sociétés » au Cefoc, est un bel exemple d'appropriation citoyenne des questions économiques. Délégué syndical, il a suivi les cours de la Fopes (Faculté ouverte de Politique économique et sociale – Université de Louvain) dans les années 80. Formateur à l'ISCO (Institut Supérieur de Culture Ouvrière), il a toujours eu à cœur de transmettre l'idée selon laquelle l'économie n'est pas une « science », en posant un regard critique sur des discours d'évidence tout en cherchant à rendre accessibles des notions complexes. C'est dans cette optique qu'il partage, dans cette interview, d'autres manières d'envisager la dette, la monnaie et l'impôt.

**Isabelle Paquay :** Nous entendons régulièrement, dans les médias et dans la bouche des gouvernant.e.s, que la dette doit être remboursée, au risque que les États ne fassent faillite. Cette dette serait le signe que les États ont trop dépensé, n'ont pas géré le budget en « bons pères de famille ». Qu'en penser ?

**Guy Raulin :** Ces discours ne sont pas des énoncés économiques mais moraux. Ils sont destinés à faire peur, à embrouiller, à dominer et à faire consentir à l'austérité demandée par les gouvernements. La dette est un outil de domination, couplée à la monnaie et à l'impôt<sup>1</sup>.

**IP :** En quoi la monnaie est-elle un outil de domination ?

**GR :** Avant l'anthropologue David Graeber et son livre *5000 ans d'histoire de la dette*<sup>2</sup>, les manuels d'économie affirmaient qu'au commencement était le troc. Il ne fonctionnait pas très bien et la monnaie serait alors entrée en scène, comme outil de mesure de la valeur d'un produit. Elle aurait ainsi facilité les échanges... Dans la

réalité, les choses ne se sont pas passées comme cela, dit Graeber. Le troc n'a été utilisé que ponctuellement dans l'histoire au contraire du crédit, soit l'obligation de payer à un tiers une certaine quantité : « *Les gens ordinaires qui achetaient de la bière [...] d'une taverne avaient une ardoise, qu'ils payaient au moment de la moisson, en orge, ou avec tout ce qui pouvait leur tomber sous la main* »<sup>3</sup>, soit en têtes de bétail, en femmes, en esclaves... et plus tard en monnaie métallique. La monnaie, quelle que soit sa forme, permet donc de quantifier ce qu'un individu doit à un autre. Elle mesure la dette. Arrive la morale : le créancier « vertueux » vole au secours de l'emprunteur « pêcheur ». Une relation inégale s'installe, la dette devient un dogme moral qui justifie toutes les dominations, toutes les inégalités, jusqu'à imposer l'austérité et la souffrance sociale comme un sacrifice nécessaire. C'est oublier un peu vite que tout prêt inclut une prime de risque (le taux d'intérêt), au cas où le débiteur ne payerait pas !

**IP :** Quels sont les liens avec l'impôt, qualifié également d'« outil de domination » ?

**GR :** L'économiste Stephanie Kelton<sup>4</sup> a développé une thèse révolutionnaire à ce propos. Selon elle, les princes d'autrefois produisaient la monnaie pour faire face à leurs propres frais : payer leur armée, leurs fonctionnaires, leurs dépenses somptuaires... Dans un premier temps, cette monnaie ne circulait pas dans la société. Puis, les mêmes princes ont exigé de tous leurs sujets le paiement d'un impôt avec cette monnaie. Pourtant, ils n'avaient pas besoin de cet impôt puisqu'ils produisaient eux-mêmes leur monnaie et, par conséquent, leurs caisses n'étaient jamais vides... Il s'agit là, à nouveau, d'une volonté de pouvoir et de domination ! Pour obtenir des pièces et des billets, les sujets n'avaient plus qu'un seul moyen : travailler. La machine s'enclenche : le souverain puis l'État, à travers sa banque nationale, produisent la monnaie, la font circuler et en récupèrent une partie via l'impôt. Celui-ci

<sup>1</sup> Pour en savoir plus : I. PAQUAY et G. RAULIN, *Mieux comprendre la dette publique*, Namur, Cefoc, analyse 6, septembre 2023.

<sup>2</sup> Paris, *Les Liens qui Libèrent*, 2013. David Graeber (1961-2020) était un anthropologue et militant anarchiste américain, théoricien de la pensée libertaire nord-américaine. Il était une figure de proue du mouvement Occupy Wall Street.

<sup>3</sup> [www.agoravox.fr/actualites/societe/article/l-enquete-de-david-graeber-sur-les-165770](http://www.agoravox.fr/actualites/societe/article/l-enquete-de-david-graeber-sur-les-165770).

<sup>4</sup> S. KELTON, *Le mythe du déficit. La Théorie moderne de la monnaie et la naissance d'une économie du peuple*, Paris, 2021 (Les Liens qui libèrent).

permet de faire circuler la monnaie dans la société (tout en régulant son stock pour éviter l'inflation), mais surtout de maintenir les gens au travail et donc de les maintenir sous contrôle...

**IP : Tout semble s'imbriquer, avec comme cerise sur le gâteau, des discours moralisateurs qui camouflent la violence et la domination au sein du système. Mais aujourd'hui, qui domine exactement ? Dans quels buts ?**

**GR :** Je propose d'aller lire un extrait de l'ouvrage de Sandra Lucbert, intitulé « *Le ministère des contes public* »<sup>5</sup>. Elle reprend les propos tenus par le gouverneur de la Banque de France venu parler à la radio de « l'explosion de la dette » en pleine crise sanitaire : « *Au départ, il y a l'État à bien gérer. Une dette, ça doit être remboursé : un élément clef sera une meilleure gestion des dépenses [...]. L'élément clef : c'est la confiance de ceux qui nous prêtent. Ils nous font confiance parce qu'ils pensent qu'à l'avenir nous pourrions et nous voudrions rembourser notre dette. S'il commence à y avoir un doute, vous allez voir immédiatement les prêteurs s'en aller, si les investisseurs nous font moins confiance, ils vont monter les taux d'intérêts. Par conséquent, il faut donner des gages de notre capacité à maîtriser les dépenses. Il est temps d'arrêter de jouer les mauvais élèves de l'Europe. Nous sommes le plus dépensier en proportion du PIB. Nos dépenses augmentent sans cesse, et en même temps, nous faisons face à un véritable ras-le-bol fiscal. Il faut se comporter en bon père de famille. Et puis c'est une question de solidarité : on ne peut pas laisser aux générations suivantes un sac à dos aussi lourd. Nous devons l'alléger. Je suis là pour nous rappeler à la*

<sup>5</sup> Paris, Verdier, 2021, p.81. Extrait de la quatrième de couverture : « *Une maternité ferme. Un accouchement tourne mal. Un enfant meurt. Interpellé, le préfet n'a qu'une chose à dire : 'Nous sommes comptables de la dette publique'. Et le verrou est mis. [...] À l'évidence, tout tient dans une formule – mais qu'est-ce qu'elle tient cette formule ? Un ordre, des intérêts, un verrouillage. En guise de quoi on dit : La Dette Publique C'est Mal. C'est un assommoir : trente ans de répétition, des parleurs, des figures, des grimaces – tous les tours de l'autorité. Qui n'y feront rien : ce seront toujours des contes. »*

*réalité. Il est urgent de faire la réforme des retraites... ».*

**IP : Tous les poncifs à propos de la dette publique sont là...**

**GR :** Oui, c'est le discours moralisateur, destiné à faire peur... Sandra Lucbert le « traduit », avec d'autres mots, pour en donner la véritable signification : « *Au commencement, il y a l'État à dépouiller. Notre plus grand désir : l'évider, le remplacer autant qu'on peut par le marché. L'État est incapable. Tout ce que fait l'État, il le fait mal, c'est sa nature. On n'a jamais fait mieux que l'entreprise privée. Le bien public est une bonne affaire pour le privé. Avec l'école, les hôpitaux, les prisons, les transports, l'électricité ; avec le chômage, les retraites, la sécu : qu'on nous laisse faire, on fera de l'argent. Comment transforme-t-on la dépense publique en chiffre d'affaires privé ? C'est tout simple : on dit qu'il faut la réduire, et de la place est faite pour le marché. Comment justifier qu'il faut la réduire ? C'est tout simple : on fait du déficit. Comment faire du déficit ? c'est tout simple, on baisse les impôts des riches. Le déficit se creuse, c'est mécanique, c'est terrible, c'est merveilleux. À force de déficit, la dette augmente : C'est Très Mal. C'est ainsi, nous n'avons plus le choix ; pour réduire la dette, il faudra réduire les dépenses. C'est comme ça : il n'y a plus de recettes. De toute façon, les marchés financiers nous y obligent. C'est justement pour ça que nous les avons installés : pour ne plus avoir le choix du tout. C'est la « démocratie » qui entretient l'idée stupide qu'on pourrait avoir le choix. Après on peut dire : Les Marchés demandent, Les Marchés exigent, Les Marchés s'inquiètent, Les Marchés commandent. Que veulent Les Marchés ? Ils veulent la félicité des patrimoines. Un patrimoine est heureux s'il augmente. On peut tout avoir : il suffit de tout prendre. Fin de la palabre ».*

**IP : Si je comprends bien Sandra Lucbert, la dette publique est un investissement qui doit rapporter aux créanciers. Interdire aux États européens d'emprunter auprès de leurs banques nationales, les obliger à se tourner vers les banques privées, c'est une belle opération pour elles. Mais**

**pour le commun des mortel.le.s, cela change quoi exactement ?**

**GR** : La logique du profit introduite par les marchés dans la dette publique exige des États qu'ils réduisent leurs dépenses en désinvestissant le secteur public, en démantelant l'État social, par exemple via la réforme des retraites. À force d'économies, le secteur public a de plus en plus de mal de fonctionner et est qualifié d'incompétent. Le secteur privé n'a plus qu'à s'engouffrer dans la brèche avec ses assurances, les maisons de repos, les hôpitaux, les écoles... La démocratie est elle aussi en danger car les marchés financiers et les agences de notation énoncent la « vraie valeur » des États. Ils disent si ceux-ci méritent l'argent privé ou non. Ils s'immiscent dans les débats politiques, s'inquiètent de la capacité d'un État à lever l'impôt pour servir les intérêts de la dette, à l'évolution du taux de grève et du taux de syndicalisation, aux probabilités de succès d'un parti contestataire... Autant d'éléments qui, s'ils ne vont pas dans le sens espéré des marchés, risquent de faire augmenter les taux d'intérêts.

En résumé, la logique est la suivante : les créanciers privés achètent des titres de la dette publique et s'enrichissent en touchant les intérêts. L'État doit donc être capable de « rembourser » ses dettes. Par ailleurs, ces mêmes créanciers sont exonérés fiscalement par ces mêmes États qu'ils financent. Ainsi, ils creusent eux-mêmes le déficit public en ne participant pas à l'effort collectif. Ils deviennent encore plus riches. Et pour couronner le tout, ils nous disent qu'il faut faire des économies parce que sinon, « *on va droit dans le mur et les générations futures aussi* ». L'austérité arrive, le secteur public se serre la ceinture, ne parvient plus à fonctionner correctement, « *preuve de son inefficacité* ». Les bureaux de poste de proximité disparaissent au profit de firmes privées, les maisons de repos publiques font la place aux maisons de repos privées, l'État social et le bien-être général perdent du terrain...

**IP** : **Face à ces mécanismes et leurs conséquences sur la population, que pouvons-nous faire ? Quels leviers ?**

**GR** : Il est important que les citoyen.ne.s puissent se ré-appropriier, collectivement, la question de la dette publique. Cela nécessite de sortir des discours dominants et de la peur qu'ils suscitent. Cela suppose aussi de l'envisager autrement, comme un levier indispensable au bien-être commun et non comme un fardeau dont il faut se débarrasser à tout prix. C'est possible ! Des collectifs s'y attellent depuis longtemps. Par exemple, la Plateforme d'audit citoyen de la dette en Belgique a publié un Mémorandum, en vue des élections fédérales et régionales de mai 2019. Il reprend une série de revendications pour un audit de la dette belge et wallonne, et ouvre des pistes à explorer<sup>6</sup>.



Interview de Guy Raulin

par Isabelle Paquay,  
Formatrice au Cefoc

---

<sup>6</sup> Disponible intégralement sur : [www.fgtb-wallonne.be/wp-content/uploads/2022/07/memorandum\\_de\\_laudit\\_citoyen\\_de\\_la\\_dette\\_en\\_belgique\\_2019.pdf](http://www.fgtb-wallonne.be/wp-content/uploads/2022/07/memorandum_de_laudit_citoyen_de_la_dette_en_belgique_2019.pdf).

## Pour aller plus loin

Isabelle PAQUAY et Guy RAULIN, *Mieux comprendre la dette publique*, Namur, Cefoc, analyse 6, septembre 2023.

David GRAEBER, *5000 ans d'histoire de la dette*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2013.

Stephanie KELTON, *Les mythes du déficit*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2021.

Sandra LUCBERT, *Le ministère des contes public*, Paris, Verdier, 2021.

